

Retraités, fonctionnaires, cheminots... Macron dresse contre lui toutes les catégories de travailleurs

Et maintenant, au tour des chômeurs ! La ministre du Travail, Pénicaud, a annoncé lundi 19 mars des sanctions plus dures pour les chômeurs. Les allocations seront désormais suspendues en cas de refus d'accepter « une offre raisonnable d'emploi », laquelle sera déterminée désormais au cas par cas. En clair, si un chômeur refuse n'importe quel petit boulot précaire, il pourra voir ses indemnités chômage suspendues d'abord un mois, puis deux en cas de récidive avec baisse de ces mêmes allocations.

Macron veut ainsi continuer son œuvre destructrice de toutes les conquêtes sociales arrachées en particulier dans les vagues révolutionnaires en 1936 et 1945.

Le 11 mars, en voyage en Inde, il s'était même fait menaçant en déclarant : « Nous allons continuer à réformer en profondeur. Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans trois mois. »

Et le 18 mars, comme pour enfoncer le clou, le gouvernement a organisé un séminaire de travail sur toutes les futures contre-réformes en plus de la SNCF et de la Fonction publique avec la formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, le logement, la justice, etc.

Et tel un matamore, le porte-parole de la présidence de la République, Bruno Roger-Petit, cherche à se rassurer en affirmant : « Nous n'avons pas plus d'inquiétude aujourd'hui qu'à l'automne, quand on spéculait déjà sur une possible coagulation sociale. »

Oui, mais... après les personnels pénitentiaires, début janvier, puis les personnels des Ehpad percutés de plein fouet par l'asphyxie budgétaire organisée par tous les gouvernements Sarkozy-Hollande-Macron, il y a eu, le 15 mars dernier, la puissante mobilisation des retraités frappés brutalement par la baisse de leur pouvoir d'achat.

Et le 22 mars, avec les fonctionnaires des trois versants (fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière), et les cheminots, s'exprime une puissante recherche.

En dépit des embûches, des milliers de militants de toutes catégories et de multiples secteurs cherchent à se dresser contre la politique de Macron. Le 22 mars est une étape.

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* !

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris